

Gilad ATZMON

La Parole d'Esther Anatomie du Peuple Élu

Réflexions sur la politique identitaire juive

Préface de Jean BRICMONT

Traduit de l'anglais par Marcel CHARBONNIER

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

2.

Krach financier ou attaque sioniste ?

Revenons en 1992 : le Secrétaire d'État américain à la Défense Dick Cheney vient de charger Paul Wolfowitz (sous-secrétaire à la Défense chargé de la planification, à l'époque) et son adjoint Lewis « Scooter » Libby de préparer le Plan pour la Défense américaine (*Defense Planning Guidance – DPG*) pour les années fiscales allant de 1994 à 1999. Ce document, qui reçut par la suite le nom de « doctrine Wolfowitz », fit rapidement l'objet de fuites dans le quotidien américain *New York Times*, et il souleva de très vives critiques.

Ce document étonnant exposait une stratégie consistant à fusionner les intérêts américains et les intérêts mondiaux sionistes dans une même praxis.* Tout cela se passait à la veille de l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis commençant à devenir la superpuissance unique.

« Notre objectif premier », écrivait Wolfowitz, « est d'empêcher que n'émerge un nouveau rival sur le territoire de l'ex-URSS ou ailleurs, qui soit susceptible de représenter une menace du même ordre que celle que représentait jadis l'Union soviétique ».¹⁵

Wolfowitz, dont on sait à quel point il clamait croire en la « Liberté » et à celle des marchés, affirme que l'Amérique ne doit laisser personne remettre en question sa primauté sur les marchés et dans le nouvel ordre mondial.

* NdE : Action en vue d'un résultat pratique.

«Les États-Unis doivent faire montre du leadership indispensable pour établir et pérenniser un nouvel ordre mondial qui soit à même de convaincre des concurrents potentiels qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à jouer un rôle plus important ni à rechercher une posture plus agressive afin de protéger leurs intérêts légitimes.»

En 1992, Wolfowitz savait déjà que le monde risquait de se montrer rétif à soutenir sa philosophie visionnaire de l'expansionnisme américain. À ses yeux, l'Amérique devait par conséquent adopter une pratique unilatérale et volontariste. Au lieu de s'en remettre à des coalitions internationales et à des initiatives onusiennes, elle devait s'habituer à l'idée selon laquelle elle devrait agir seule. Apparemment, déjà en 1992, Wolfowitz avait fait des États-Unis le nouveau gendarme du monde.

«À l'instar de la coalition qui s'est opposée à l'agression irakienne, nous devons attendre de futures coalitions qu'elles soient des assemblages *ad hoc* ne durant, dans la plupart des cas, pas plus longtemps que la crise à laquelle elles s'opposent, et munies, dans bien des cas, d'un accord général sur les objectifs à atteindre. Néanmoins, le sentiment que l'ordre mondial est en dernière analyse maintenu par les États-Unis représentera un important facteur de stabilisation.»

Partant, Wolfowitz insiste sur le fait que l'Amérique devrait intervenir là et au moment où cela serait jugé nécessaire. Mais c'est alors que le sioniste global ressurgit en lui. Wolfowitz et Libby réaffirmèrent les engagements des États-Unis envers l'État juif.

«Au Moyen-Orient et dans le Golfe persique, nous entendons renforcer la stabilité régionale, empêcher toute agression contre nos amis et contre nos intérêts dans ces régions, protéger les ressortissants et les biens américains et sauvegarder notre accès aux routes aériennes et maritimes,

ainsi qu'au pétrole de ces régions. Les États-Unis sont engagés vis-à-vis de la sécurité d'Israël et du maintien de la supériorité qualitative indispensable à la sécurité de ce pays.

LE PROJET POUR UN NOUVEAU SIÈCLE AMÉRICAIN

Le « plan » de Wolfowitz a rapidement conduit à la fondation de la plus puissante boîte à idées (*think tank*) de Washington : le Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC – *Project for The New American Century*), qui fut actif du début de 1997 jusqu'en 2006 et qui eut une énorme influence sur l'administration du Président George W. Bush. Il serait impossible d'analyser la politique américaine et les guerres expansionnistes néoconservatrices durant cette période sans prendre en compte l'influence du PNAC. Il serait également impossible de comprendre l'effondrement de l'hégémonie américaine, de manière générale, et au Moyen-Orient, en particulier, sans avoir à l'esprit la philosophie interventionniste prônée par le PNAC et le soutien que celui-ci apportait aux intérêts mondiaux et régionaux d'Israël.

D'après la page d'accueil du site Internet du PNAC, l'objectif de ce cercle de réflexion était de « promouvoir le leadership mondial américain.¹⁶ Selon le précepte interventionniste de Wolfowitz et de Libby, le PNAC pensait que « le leadership américain était bon à la fois pour l'Amérique et pour le monde ». ¹⁷ Il suggérait ouvertement l'idée que tout ce qui était bon pour les Américains l'était aussi pour le reste de l'humanité.¹⁸

Les penseurs du PNAC avaient manifestement les yeux fixés sur le pétrole de l'Irak. Toutefois, ce pays représentait aussi un risque constant pour l'allié préféré des Américains dans la région, à savoir l'État juif, dont l'Irak était l'un des derniers ennemis irréductibles. Le changement de régime politique en Irak resta la position immuable du PNAC tout au

long de la période 1997-2000. Wolfowitz, qui avait émergé tout naturellement comme un des personnages dirigeants au sein du PNAC, exerça une pression constante sur l'administration Clinton, prônant la destitution immédiate de Saddam Hussein et de son régime.

En 2002-2003, tandis que l'Amérique et la Grande-Bretagne se préparaient à faire la guerre à l'Irak, il devint évident que l'administration Bush se pliait à la philosophie politique du PNAC.

Comme nous le savons, cette guerre s'avéra un désastre total. Pour nombre d'analystes politiques, elle symbolise le début de la fin de l'Empire américain. À la fin 2006, il ne restait plus grand-chose du tristement célèbre *think-tank* néoconservateur. Le PNAC était réduit à une messagerie vocale et à un site web fantôme, avec un seul employé pour expédier les affaires courantes. Les membres de ce groupe de réflexion s'étaient tranquillement évanouis dans la nature ; certains se replièrent sur des postes universitaires et administratifs bien moins glorieux, d'autres prirent tout simplement leur retraite ou se firent oublier. Pourtant, leur philosophie avait laissé plus d'un million et demi de morts en Irak. Elle avait laissé un milliard de musulmans ulcérés et hostiles à l'expansionnisme incorrigible de l'Amérique. Peu après, c'est l'ensemble de la philosophie géopolitique américaine qui s'effondrait, tandis que les masses arabes comprenaient que l'Amérique était leur ennemie jurée, et que certains des tyrans arabes n'étaient que de simples collaborateurs des Américains.

Manifestement, à la lumière de ce que nous savons aujourd'hui au sujet des inclinations interventionnistes «morales» des néoconservateurs et de la défense de l'expansionnisme américain par le PNAC, ces conséquences dévastatrices n'ont rien pour nous surprendre. Pourtant, certaines questions se posent : comment se fait-il que l'Amérique n'ait pas trouvé, parmi ses «médias libres» et son élite politique, les moyens de résister

à Wolfowitz et à Libby ? Après l'élection de George Walker Bush, en 2000, un certain nombre de membres ou d'associés du PNAC avaient été nommés à des postes clés au sein de l'administration présidentielle. Les médias et le système politique américains ont été particulièrement lents à réagir. À lui seul, ce fait soulève une question cruciale : comment l'Amérique a-t-elle pu devenir l'esclave d'idéologies intrinsèquement liées à des intérêts étrangers ?

LE PÉTROLE JOUE UN GRAND RÔLE

Les États-Unis d'Amérique sont un immense pays, avec de larges autoroutes et des millions d'automobiles assoiffées de supercarburant. Par conséquent, un pétrole à bon marché est la clé de leur stabilité économique et sociale. Wolfowitz, Libby et le PNAC, semblait-il à l'époque, avaient trouvé le remède miracle. Ils étaient sur le point de faire d'une pierre deux coups, ou plutôt d'une pierre deux guerres. Ils avaient mis au point un plan permettant de voler le pétrole arabe tout en garantissant la « sécurité » de leur État juif adoré.

Comme nous le savons tous, ce plan n'a pas marché. En dépit de l'invasion de 2003, l'Amérique n'a pas réussi à mettre sa lourde main sur le pétrole irakien. La reconstruction de l'Irak (autre moyen de ramasser du pognon) n'est toujours pas en vue.

Toutefois, Wolfowitz n'a pas échoué sur toute la ligne. Il a réussi à détruire un ennemi juré d'Israël : Saddam Hussein. Mais tout semble indiquer qu'en tombant, Saddam est parvenu à entraîner dans sa chute l'ensemble de l'Empire américain et ce qu'il restait de l'Empire britannique. De plus, le jour où le dernier soldat américain aura été évacué (ou exfiltré par la voie des airs) de la Zone verte (au centre de Bagdad), il sera évident que c'est en réalité l'échec de la doctrine Wolfowitz qui aura fait de l'Iran la première superpuissance régionale.

LA DOCTRINE GREENSPAN :
C'EST LE FRIC QUI FAIT TOURNER LE MONDE

Comment se fait-il que l'Amérique n'ait pas réussi à maîtriser ses Wolfowitz ? Comment est-il possible qu'elle ait laissé modeler sa politique étrangère par des boîtes à idées dirigées par des sionistes sans états d'âme ? Comment les médias américains soi-disant « libres » ont-ils pu être incapables de mettre en garde le peuple américain contre ces ennemis de l'intérieur ?

L'argent est sans doute une des réponses, car il est effectif que le fric mène le monde ou, tout au moins, le « marché immobilier américain ». Tout au long des siècles, certains banquiers juifs ont acquis la réputation d'être des partisans et des financeurs de guerres,¹⁹ et même d'une révolution communiste.²⁰ Bien que certains juifs richissimes aient eu la satisfaction de financer des guerres avec leurs propres avoirs, Alan Greenspan, directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, a trouvé une manière autrement sophistiquée de faciliter les guerres perpétrées par Wolfowitz, Libby et leur PNAC (ou tout au moins d'en détourner l'attention de l'opinion publique).

Contrairement à la Grande-Bretagne vieillotte, où Tony Blair avait recruté Lord Levy pour encourager ses « Amis d'Israël » à verser leur obole à un parti (travailliste) qui s'apprêtait à lancer une guerre criminelle, en Amérique, Alan Greenspan offrit à son Président un étonnant boom économique. Il semble que les conditions prospères, à l'intérieur, ont eu pour effet de détourner l'attention des citoyens américains de la guerre américaine désastreuse en Irak.

Greenspan n'est pas un économiste amateur, il savait parfaitement ce qu'il faisait. Il savait parfaitement que tant que les Américains connaîtraient la prospérité, achetant et vendant des logements, leur Président pourrait continuer à mettre en œuvre la « doctrine Wolfowitz » et la philosophie du PNAC, détruisant les « mauvais Arabes » au nom de la « démocratie », de l'« éthique », et même des « droits des femmes ».

Greenspan exhortait les Américains à acheter – il ne cessait de répéter le vieux mantra : « Dépenser [son argent] est patriotique ». Il réussit, par ailleurs, à les convaincre que s'ils ne possédaient pas ce fameux argent, cela ne devait en rien les arrêter ; ils paieraient « plus tard ». Dans une certaine mesure, il avait raison, puisque nous avons tous à « payer plus tard »... Nous risquons même fort de ne jamais arrêter de payer.

Sans trop nous engager dans les développements économiques, disons que ce fut Greenspan qui, par une dérégulation excessive, prépara le terrain monétaire à l'ascension des compagnies de crédit immobilier, un marché financier spécialisé dans les prêts hypothécaires et les emprunts à haut risque.

« L'innovation », avait dit Greenspan en avril 2005, « a amené une multitude de nouveaux produits financiers, tels que les prêts *subprime** et les programmes de crédits aidés pour les immigrés. »²¹

Il est presque touchant de voir que Greenspan avait un tel souci des immigrés...

« De tels développements », avait-il poursuivi, « représentent les réponses du marché qui ont guidé les services de l'industrie financière tout au long de l'histoire de notre pays... Avec de telles avancées technologiques, les prêteurs ont tiré profit de modèles d'évaluation du crédit et d'autres techniques afin d'offrir celui-ci à un éventail plus large de consommateurs. »

Greenspan reconnaît qu'il entraîne le système bancaire américain dans une expérimentation « innovatrice » : « Alors que jadis, l'on aurait tout simplement refusé un crédit à des

* NdE : Un « *subprime* » est un prêt hypothécaire à risque consistant en un crédit accordé à une personne peu ou pas solvable. La titrisation de ces créances permet d'en dissimuler les risques et de dissiper le caractère « toxique » de ces avoirs en les injectant en grand nombre dans l'économie mondialisée, pour réaliser d'importants profits immédiats, même s'il était évident que la bulle spéculative immobilière éclaterait un jour.

impétrants insolvables, les prêteurs sont aujourd'hui en mesure d'évaluer d'une manière très fiable le risque représenté par les emprunteurs individuels et d'assurer la garantie de ce risque de manière appropriée.»

Il semble que l'économie occidentale dans son ensemble soit en train de payer le prix de la notion non scientifique qu'avait Greenspan de ce qui est (ou non) «approprié».

«Ces progrès ont conduit à une croissance rapide des prêts immobiliers *subprime*; de fait, aujourd'hui, ces prêts représentent en gros 10% de tous les prêts immobiliers en cours, au lieu de 1 ou 2% au début des années 1990.

Comme Wolfowitz, Greenspan avait un plan. Comme la guerre de Wolfowitz, ce plan a fonctionné pendant un temps, mais, d'une façon ou d'une autre, il n'a pas fonctionné jusqu'au bout. De même que nous nous souvenons tous de cette déclaration embarrassante du Président Bush au sujet de la «victoire» américaine en Irak («Mission accomplie!»), nous savons qu'il n'a pas fallu longtemps au peuple américain pour savoir que l'Amérique ne gagnerait jamais cette guerre. De la même manière, Greenspan a eu quelques résultats dont il pouvait être fier, au début. Les prêts *subprime* dont il faisait la publicité ont apporté une contribution majeure à la croissance de la propriété immobilière et de la demande de logements. Le taux global de propriété aux États-Unis s'éleva, de 64% en 1994, jusqu'au record de tous les temps de 69,2%. L'immobilier était devenu un secteur de pointe en Amérique, des spéculateurs de plus en plus nombreux y investissaient. Durant l'année 2006, 22% des appartements achetés (soit 1,65 millions d'unités) l'ont été à des fins d'investissement, 14% ayant été acquis en tant que résidences secondaires (soit 1,07 million d'unités).

Ces résultats avaient amené les Américains à penser que leur économie était effectivement en plein boom. Et quand une économie est prospère, personne ne s'intéresse réellement

à la politique étrangère, et certainement pas à un million de victimes irakiennes. Mais c'est alors que la triste réalité se rappela aux nombreux Américains de la classe laborieuse, et aux immigrants, qui n'arrivaient pas à rembourser des sommes d'argent dont ils ne possédaient pas le premier dollar.

En raison de l'augmentation du prix du pétrole et de celle des taux d'intérêt, des millions d'Américains défavorisés ont été laissés sur le bord de la route. Tandis qu'ils rejoignaient en voiture la maison de leurs rêves dans les grandes banlieues urbaines, il ne restait plus assez d'argent, sur leur compte, pour payer les primes de leur prêt immobilier ou leurs besoins vitaux. En conséquence de quoi, en très peu de temps, ils furent expropriés par millions. Manifestement, dans les parages, personne n'était en mesure d'acheter les maisons saisies. Résultat : les pauvres d'Amérique devinrent plus pauvres qu'ils ne l'avaient jamais été.

De même que Wolfowitz avait renversé Saddam, qui avait entraîné l'Empire américain dans la tombe avec lui, les Américains pauvres, dont on avait obtenu qu'ils facilitent la guerre de Wolfowitz, entraînent dans leur chute le capitalisme américain, ainsi que le système monétaire et bancaire de l'Amérique. La politique de Greenspan provoqua la ruine de toute une classe de la société, laissant dans le système financier américain un trou aujourd'hui évalué à mille milliards de dollars.

Greenspan et Wolfowitz me font penser à cette blague au sujet d'un chirurgien indifférent qui sort de la salle d'opération après une intervention cardiaque de 12 heures en disant à la famille du patient, morte d'inquiétude : « L'opération s'est très bien déroulée, mais malheureusement, le patient n'a pas survécu. »

L'AGENDA MORAL

Les doctrines Greenspan et Wolfowitz semblaient prometteuses, sur le papier. L'opération a en effet réussi, mais l'Empire américain ne l'a pas supportée jusqu'à son terme. Il est aujourd'hui condamné à perdre sa primauté. Greenspan, selon ses dires, a fait tout cela « pour les « immigrés » et « pour les Américains pauvres ». Wolfowitz, quant à lui, a proposé que la Grande Amérique devienne le gendarme du monde. Il l'a fait pour les Irakiens, pour la « morale » et pour la démocratie. Tout du moins, c'est ce qu'il voudrait nous faire croire. Le modèle est familier, c'est celui d'une poignée de personnes « touchées par la grâce », qui s'efforcent, à chaque fois, de sauver le monde au nom de tel ou tel idéal. Ils « apportent » la démocratie aux « sauvages », ils « apportent » l'égalité aux nécessiteux. Ils emploient des concepts éthiques abstraits. Mais, quoi qu'il en soit, l'État juif doit en profiter d'une manière ou d'une autre. Il suffit de lire le premier et éminent prophète sioniste Théodore Herzl pour savoir que le sionisme politique se résume à faire en sorte que les superpuissances servent la cause sioniste.

Certains Américains ont été induits à suivre aveuglément Wolfowitz, Greenspan et de très nombreux autres, en particulier aux échelons supérieurs de l'économie, de la politique et des médias ; ils ont eu la stupidité de ne pas les arrêter pendant qu'il en était encore temps. Greenspan et Wolfowitz auraient, à tout le moins, dû être réfrénés. Dès 1992, les Américains auraient dû être mis en garde contre les dangers possibles que représentaient des intérêts étrangers infiltrés au sein même de leurs centres de décisions stratégiques.

À ce stade, vous vous demandez peut-être si je considère que le krach du crédit ne serait pas, par hasard, un complot sioniste, voire une conspiration juive. De fait, c'est le contraire. Ce n'est pas un complot et ce n'est certainement pas une conspiration, car tout cela a été fait au vu et au su de tous. En réalité, c'est un accident : le patient a claqué avant la fin.